

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONDS POUR L'APPLICATION
DES NORMES ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 INTRODUCTION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) encourage l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le renforcement des capacités en matière de santé animale et de préservation des végétaux dans les pays en développement et contribue à ce que les produits importés et exportés respectent les prescriptions SPS applicables au commerce, sur la base des normes internationales. Il fonctionne comme un mécanisme de financement et un partenariat mondial pour le dialogue et l'apprentissage concernant le développement des capacités SPS.

1.2. Le STDF identifie les bonnes pratiques dans des domaines thématiques qui recoupent la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux, et le commerce, en s'appuyant sur la contribution des partenaires du STDF, organisations donatrices et bénéficiaires. Les résultats de ces travaux comprennent des produits de connaissance pratiques et faciles à utiliser (notes d'information, publications, événements, vidéos, etc.), disponibles en anglais, en français et en espagnol. Le STDF est hébergé et géré par l'OMC.

1.3. Le [Groupe de travail du STDF](#) réunit les partenaires, organisations pertinentes et bénéficiaires du STDF dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du commerce et du développement afin d'échanger des informations sur des initiatives et programmes en cours et planifiés dans le domaine SPS et d'examiner les demandes de dons pour de nouveaux projets et pour l'élaboration de projets. La prochaine réunion aura lieu les 21-22 novembre 2023 et sera présidée par M. Gillian Mylrea (OMSA). En 2024, les réunions du STDF seront présidées par Mme Sarah Brunel (CIPV).

1.4. Le présent document fournit une brève mise à jour concernant les activités et projets du STDF. Les délégués sont invités à consulter le [site Web du STDF](#) pour prendre connaissance des travaux du STDF et se familiariser avec ceux-ci, à télécharger les notes d'information et les autres publications et à s'abonner à la liste de diffusion du STDF.

2 BONNES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

2.1. Le STDF encourage les bonnes pratiques réglementaires (BPR), c'est-à-dire les procédures et les outils qui contribuent à améliorer la qualité et l'efficacité des mesures SPS de sorte qu'elles permettent d'obtenir le ou les résultats stratégiques attendus. Avoir recours aux BPR améliore la conformité avec l'Accord SPS, garantissant un meilleur alignement sur les normes internationales. Le [Guide](#) du STDF sur les BPR constitue un manuel pratique destiné à aider les responsables de la réglementation SPS des pays en développement à utiliser les BPR lors de la conception, du développement et de l'examen des mesures SPS.

2.2. Les 21 et 22 septembre 2023, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), le STDF a organisé à Accra (Ghana) une [activité d'apprentissage](#)

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

de deux jours visant à promouvoir l'utilisation de BPR en Afrique. Cette manifestation a permis de renforcer les connaissances et compétences des participants concernant les BPR et de favoriser un dialogue entre les secteurs public et privé sur les moyens d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des mesures SPS.

3 ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS

3.1. Afin d'éclairer et d'améliorer la planification et la prise de décisions dans le domaine SPS, le STDF a mis au point un cadre factuel que les pays en développement peuvent utiliser pour établir des priorités en matière d'investissements dans ce domaine pour l'accès aux marchés ([P-IMA](#)). Ce dispositif est appliqué dans le contexte du STDF et d'autres projets SPS, ce qui a permis de réaliser des investissements supplémentaires dans le domaine SPS et de faciliter l'accès au marché pour certains produits agroalimentaires. Le dernier [Guide sur le cadre P-IMA](#) offre une introduction à ce cadre et présente des exemples pratiques, des données d'expérience et des enseignements tirés de l'expérience de pays en développement. On peut également consulter un [manuel des facilitateurs du cadre P-IMA](#) qui explique de façon détaillée, étape par étape, comment appliquer le cadre P-IMA, y compris en ligne.

3.2. Le STDF procède actuellement à une évaluation externe du cadre P-IMA pour: i) évaluer comment et dans quelle mesure ce cadre a donné des résultats et produit des effets; ii) identifier les principales constatations, conclusions et recommandations en vue de guider et d'améliorer les travaux en cours ou futurs sur le P-IMA; et iii) tirer des enseignements pour renforcer les travaux futurs du STDF en matière de connaissances dans d'autres domaines. Le rapport sera présenté à la prochaine réunion du Groupe de travail du STDF, les 21-22 novembre 2023.

4 INTÉGRATION DES QUESTIONS DE GENRE

4.1. Lors d'une [activité parallèle](#) organisée le 13 juillet 2023 pendant la semaine de réunion du Comité SPS, le STDF a lancé un [Plan d'action pour l'égalité hommes-femmes](#) afin de systématiser l'approche de l'intégration des questions de genre dans les travaux du STDF et de la rendre plus cohérente. Le Plan d'action vise à: i) renforcer et appuyer la capacité des femmes à se conformer aux prescriptions SPS liées au commerce; et ii) encourager une attention accrue à l'intégration des questions de genre dans les travaux de développement des capacités SPS menés par les membres du partenariat du STDF et par d'autres organisations. Le Plan d'action est accompagné d'un ensemble de lignes directrices destinées à constituer un soutien pratique à l'intégration de ces questions dans les cycles de projets du STDF en vue de meilleurs résultats et d'une durabilité accrue.

4.2. En partenariat avec l'unité de la CNUCED chargée du développement du commerce et de l'égalité des genres, le STDF organisera le 6 décembre 2023, dans le cadre de l'[édition 2023 de la Semaine du commerce électronique organisée par la CNUCED](#), une activité intitulée "Trade Regulations in the Digital Environment: Is there a gender component?" (Réglementation du commerce dans l'environnement numérique: Y a-t-il une composante de genre?).²

5 CERTIFICATION ÉLECTRONIQUE

5.1. En collaboration avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le STDF a organisé une [activité régionale](#) les 25-27 juillet 2023 à San José (Costa Rica). Cette manifestation, qui a réuni des experts de chacun des 34 États membres de l'IICA, a permis aux participants d'échanger des enseignements sur les certificats SPS électroniques et de discuter des moyens de procéder à un essai pilote d'une approche régionale des échanges de certificats vétérinaires/sanitaires électroniques.

5.2. Dans le cadre du [Forum public 2023 de l'OMC](#), le 14 septembre 2023, le STDF et l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges (GATF) ont organisé une [activité d'apprentissage](#) intitulée "Accélération de l'adoption d'eCERT". Le 5 décembre 2023, le STDF participera à une séance sur l'amélioration du commerce et de la traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

² Des renseignements complémentaires sur cette activité du STDF seront prochainement disponibles sur son [site Web](#).

grâce à la certification SPS électronique qui sera organisée par l'OCDE toujours dans le cadre de l'[édition 2023 de la Semaine du commerce électronique organisée par la CNUCED](#).

6 CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

6.1. En novembre 2023, le STDF publiera une nouvelle note d'information intitulée "Renforcer les systèmes SPS pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter", qui s'appuie sur les webinaires tenus pendant la Semaine du [changement climatique](#) organisée par le STDF en 2022. En outre, dans le cadre de la [COP28](#) à Dubaï, le STDF prévoit d'organiser, le 10 décembre 2023 (Journée de l'alimentation, de l'agriculture et de l'eau), dans le pavillon consacré au commerce, un événement intitulé "Changement climatique, systèmes et marchés agroalimentaires durables: Pourquoi nous avons besoin de systèmes SPS plus solides".³

6.2. Le STDF entamera bientôt une évaluation externe pour déterminer comment (et dans quelle mesure) l'environnement, la biodiversité et le changement climatique sont pris en compte dans les travaux menés par le STDF, ainsi que dans les travaux de développement des capacités SPS menés par les partenaires du STDF et d'autres membres. Le rapport présentera les principales constatations, conclusions et recommandations visant à améliorer la prise en compte de ces trois questions dans les travaux de renforcement des capacités SPS à l'avenir.

7 PROMOUVOIR LE COMMERCE RÉGIONAL EN AFRIQUE

7.1. Le 17 octobre 2023, la Food Trade Coalition for Africa, hébergée par l'AGRA, et le STDF ont organisé conjointement un [webinaire](#) sur les bonnes pratiques nécessaires pour stimuler le commerce intra-régional et faciliter l'accès à des produits alimentaires sûrs en Afrique. Le webinaire a permis de diffuser les conclusions, constatations et recommandations d'une [note d'orientation](#) élaborée conjointement par la Food Trade Coalition for Africa et le STDF.

8 ÉVALUATION EXTERNE

8.1. Le programme du STDF est évalué tous les cinq ans par un évaluateur indépendant. La dernière évaluation a débuté en septembre 2023 et s'achèvera au premier trimestre 2024. L'évaluation vise à mesurer objectivement l'impact et les résultats du STDF, sur la base des critères du CAD de l'OCDE, et à recenser les principaux enseignements tirés. Le Secrétariat continuera de fournir au Comité des renseignements actualisés sur cette évaluation. Les évaluations antérieures du programme du STDF peuvent toutes être consultées [ici](#).

9 FINANCEMENTS ACCORDÉS PAR LE STDF

9.1. Le STDF fournit un financement pour le développement et la mise en œuvre de projets SPS collaboratifs et novateurs. Depuis sa création, le STDF a consacré 64% de ses ressources allouées à des projets aux pays les moins avancés (PMA). Au total, 49% des projets du STDF ont concerné l'Afrique, 25% la région Asie-Pacifique, et 17% la région Amérique latine-Caraïbes. Enfin, 9% des projets du STDF sont classés dans la catégorie des projets mondiaux, bénéficiant ainsi à tous les pays en développement. Un aperçu de tous les projets en cours et dons pour l'élaboration de projets figure à l'[Annexe 1](#).

9.1 Élaboration de projets

9.2. Des [DEP](#) pouvant aller normalement jusqu'à 50 000 dollars EU sont disponibles pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par le STDF ou par d'autres donateurs.

³ Des renseignements complémentaires sur cette activité du STDF seront prochainement disponibles sur son [site Web](#).

9.2 Mise en œuvre de projets

9.3. Le STDF finance des [projets](#) qui promeuvent le respect des normes et prescriptions internationales. La préférence est donnée aux projets consacrés: i) à l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets axés sur des approches novatrices et reproductibles; ii) au recours à des approches régionales et transversales pour remédier à des contraintes SPS; et iii) à la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux, ainsi que le commerce. Les bénéficiaires doivent contribuer aux projets du STDF avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature (telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants).

9.3 Comment présenter une demande de financement?

9.4. Un financement du STDF peut être demandé à tout moment dans l'année, mais les demandes doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **1^{er} mars 2024** (pour examen en juin 2024). De plus amples renseignements sont disponibles sur le [site Web du STDF](#).

MARCHE À SUIVRE RECOMMANDÉE POUR DEMANDER UN FINANCEMENT AUPRÈS DU STDF

1. Consultez la [page Web sur le financement](#) pour obtenir des renseignements (objectifs, critères d'admissibilité, etc.) concernant les dons pour l'élaboration de projets et les dons pour la réalisation de projets.
2. Consultez des exemples de projets antérieurs:
 - DEP: <https://standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> -□
 - DRP: <https://standardsfacility.org/fr/projectgrants>
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez pour observations une brève note conceptuelle sur le projet que vous envisagez: STDFSecretariat@wto.org
5. Remplissez un formulaire de candidature et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite: stdf.funding@wto.org

ANNEXE 1
ÉTAT ACTUEL DES PROJETS DU STDF ET DES DONNS POUR
L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

1 PROJETS NATIONAUX ET DEP

Pays	Référence STDF et hyperlien	Intitulé du projet/du DEP
Bangladesh	STDF/PPG/831	Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS au Bangladesh
Bhoutan	STDF/PPG/734	Renforcement des capacités d'inspection et de contrôle à la frontière
Burkina Faso	STDF/PPG/859	Renforcement de la capacité d'exportation du Burkina Faso pour le sésame et la noix de cajou
Cabo Verde	STDF/PPG/869	Renforcement des capacités de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires à Cabo Verde
Équateur	STDF/PPG/709	Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS en Équateur au moyen de l'outil P-IMA
Égypte	STDF/PPG/720	Établissement d'un compartiment indemne d'influenza aviaire en Égypte
Gambie	STDF/PPG/921	Développement de l'outil P-IMA en Gambie
Ghana	STDF/PPG/909	Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de l'accès aux marchés pour la chaîne de valeur des épices du Ghana
Grenade	STDF/PG/880	Amélioration des capacités SPS et de l'accès aux marchés pour les exportations de corossols de la Grenade
Guinée	STDF/PG/498	Renforcement du système phytosanitaire guinéen
Inde	STDF/PG/517	Renforcement de la chaîne de valeur des épices en Inde aux fins d'une amélioration de l'accès aux marchés
Indonésie	STDF/PPG/860	Réduction de la teneur en histamine dans le thon pêché à la ligne avec des cannes en Indonésie
Jamaïque	STDF/PG/759	Renforcement de la capacité de la chaîne de valeur du piment en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires en Jamaïque pour un meilleur accès aux marchés
République kirghize	STDF/PG/569	Renforcement de la sécurité sanitaire des fruits et légumes au Kirghizistan
Nigéria	STDF/PG/845	Amélioration du respect des normes SPS aux fins du développement de la capacité d'exportation du Nigéria
Mali	STDF/PG/611	Amélioration de la sécurité sanitaire du poisson fumé au Mali
Nigéria	STDF/PPG/817	Évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) pour améliorer le système phytosanitaire du Nigéria
Papouasie-Nouvelle-Guinée	STDF/PG/553	Développement du commerce pour les producteurs de cacao en Papouasie-Nouvelle-Guinée
Sénégal	STDF/PG/672	Amélioration de la sécurité sanitaire des crustacés au Sénégal aux fins d'un meilleur accès aux marchés
Ouganda	STDF/PPG/847	Gestion durable des aflatoxines dans le maïs au moyen d'une approche systémique en Ouganda
Ouganda	STDF/PPG/846	Comparaison des techniques de traitement post-récolte des fruits et légumes frais en Ouganda pour réduire l'incidence des organismes nuisibles

2 PROJETS RÉGIONAUX ET DEP

Région/pays	Référence STDF et hyperlien	Intitulé du projet/du DEP
<i>Afrique</i>		
Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie	STDF/PG/807	Lutte contre les cochenilles dans les fruits frais en Afrique de l'Est
Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	STDF/PG/694	Harmonisation des réglementations et réduction des résidus de pesticides dans la région de la SADC
Burundi, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	STDF/PG/809	Lutte contre les parasites invasifs de la pomme de terre en Afrique orientale et australe
Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	STDF/PPG/770	Utilisation des outils numériques aux fins de la facilitation d'un commerce sûr des produits alimentaires en Afrique de l'Ouest
Afrique du Sud, Eswatini, Lesotho, Namibie	STDF/PPG/765	Développement de laboratoires de sécurité sanitaire des produits alimentaires mobiles en Afrique australe
Afrique du Sud, Mozambique	STDF/PG/567	Établissement de zones exemptes de la mouche des fruits en Afrique australe
Ouganda, Rwanda	STDF/PG/842	Mise à l'essai d'un programme volontaire d'assurance par des tiers (APTv) en Afrique de l'Est pour améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les secteurs de l'horticulture et de la pêche
Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad	STDF/PG/768	Harmonisation du cadre législatif phytosanitaire en Afrique centrale
Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Guinée et Côte d'Ivoire	STDF/PG/770	Numérisation des systèmes d'accréditation et d'évaluation de la conformité en Afrique de l'Ouest
<i>Asie et Pacifique</i>		
Bangladesh, Inde, Iran, Malaisie, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Samoa, Thaïlande	STDF/PPG/858	Pilotage de l'approche "Une seule santé" pour gérer l'aflatoxine en Asie
Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Népal, République démocratique populaire lao, Sri Lanka	STDF/PG/634	Limitation des résidus de pesticides par la promotion des biopesticides en Asie
Bangladesh, Cambodge, Népal, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam	STDF/PG/755	Renforcement de la conformité phytosanitaire pour stimuler le commerce des semences dans la région Asie-Pacifique
Cambodge, République démocratique populaire lao, Viet Nam	STDF/PG/619	Des épices plus sûres: stimuler la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'accès aux marchés pour la chaîne de valeur des grains de poivre
Cambodge, Philippines, République démocratique populaire lao, Viet Nam	STDF/PG/798	Amélioration de la biosécurité et de la lutte contre la peste porcine africaine dans 4 pays de l'ASEAN
Nioué, Îles Cook, Samoa, Fidji, Îles Salomon, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tonga	STDF/PPG/935	Stimulation de l'apiculture aux fins du développement économique des îles du Pacifique
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>		
Argentine, Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine	STDF/PG/753	Atténuation des résidus de substances chimiques en Amérique latine par la promotion des biopesticides

Région/pays	Référence STDF et hyperlien	Intitulé du projet/du DEP
Argentine, Colombie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou	STDF/PG/716	Renforcement des capacités d'analyse des risques liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires en Amérique latine
Belize, Honduras	STDF/PG/682	Expérimentation de l'utilisation d'un programme d'APTv en Amérique centrale
Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou	STDF/PG/838	Renforcement de la surveillance régionale des organismes nuisibles dans les exploitations bananières dans la Communauté andine
Pays de la CARICOM	STDF/PPG/733	Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS dans les Caraïbes au moyen de l'outil P-IMA
Colombie, Équateur, Pérou (et Trinité-et-Tobago)	STDF/PG/577	Coordination de la gestion des niveaux de cadmium dans le cacao en Amérique latine et dans les Caraïbes
Colombie, Équateur	STDF/PG/681	Réduction de la teneur élevée en cadmium du cacao en Colombie et en Équateur
Haïti, République dominicaine	STDF/PG/751	Renforcement du système phytosanitaire et de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les principales chaînes de valeur
<i>Mondiaux</i>		
Tous les pays en développement	STDF/PPG/782	Application de pratiques d'inspection à distance en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour l'amélioration du commerce